

Réunion multipartite de la région du Moyen-Orient et de la zone de voisinage Sud
Mer Morte, Jordanie, 3-4 octobre 2017

La Commission européenne (CE) a organisé la première réunion du Forum politique pour le développement concernant la région du Moyen-Orient et la zone de voisinage Sud sur le littoral de la mer Morte, en Jordanie, les 3 et 4 octobre 2017. La réunion a rassemblé environ 80 représentants des organisations de la société civile (OSC), du secteur privé et des autorités locales (AL), ainsi que des parlementaires de toute la région et le personnel de l'UE.



Remarques préliminaires : La réunion a été officiellement ouverte par : Thikra Alwash, maire de Bagdad ; Ibrahim Ghattas (représentant de Magdy Belal, président de l'Association égyptienne pour l'amélioration de la participation communautaire) ; et Loïc Lallemand Zeller, chef adjoint de l'unité Société civile et Fondations au sein de la DG Coopération internationale et Développement (DEVCO) de la Commission européenne. Tous les trois ont rappelé la situation difficile à laquelle la région est confrontée actuellement et ont souligné la nécessité de tirer parti de la dimension multipartites du FPD réunissant tous les acteurs concernés au niveau régional, afin d'encourager un dialogue permanent. Thikra Alwash, qui représente la deuxième plus grande ville du monde arabe, a évoqué les difficultés liées à la mise à disposition de services de qualité aux citoyens compte tenu des problèmes de sécurité actuels ainsi que les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs définis dans l'Agenda 2030. Elle a en outre souligné qu'il importe d'établir des partenariats solides et a reconnu l'importance du travail effectué avec et par les OSC. Ibrahim Ghattas a indiqué, à travers la lecture de la présentation de Magdy Belal, que la corruption et la mauvaise gouvernance figurent parmi les principales causes des problèmes de la région, critiquant les pays occidentaux pour leur part de responsabilité dans ces pratiques. Il a insisté sur la nécessité d'avancer en tant que partenaires pour éradiquer la pauvreté, parvenir au développement durable, à l'égalité des sexes, et à généraliser les droits de l'homme. Enfin, Loïc Lallemand Zeller a invité tous les participants à tirer parti des opportunités de dialogue prévues en se concentrant sur les progrès à accomplir pour atteindre les ODD et sur les difficultés de la région. Il s'est penché sur les relations de partenariat et a cité un exemple en Irak, où l'UE finance un consortium d'ONG pour améliorer la prestation de services dans le domaine judiciaire, facilitant ainsi l'accès à la justice pour les mineurs.



Les participants ont été invités à faire part de leurs principales attentes et préoccupations



Politiques de l'UE : Cette session a été animée par Nabila Hamza, experte du Forum de la société civile du voisinage Sud. L'ambassadeur Andrea Fontana, chef de la délégation de l'Union européenne au Royaume hachémite de Jordanie, et Irène Mingasson, chef de l'unité Programmes régionaux Voisinage Sud au sein de la DG Voisinage et Négociations d'élargissement (NEAR) de la Commission européenne, ont présenté les interactions entre la Stratégie globale de l'UE, la Politique européenne de voisinage et les politiques de développement de l'UE et en particulier le nouveau Consensus européen pour le développement récemment adopté. M. Fontana a déclaré que l'engagement de l'UE est un vecteur de changement positif pour soutenir le multilatéralisme et un ordre mondial fondé sur des règles, ajoutant que la Stratégie globale de l'UE est une vision qui doit maintenant être traduite en actions concrètes. À cet égard, la Stratégie globale de l'UE, le Consensus européen et la Politique européenne de voisinage forment le cadre général à même de répondre aux enjeux régionaux, tels que la résilience, la migration, la sécurité, le changement climatique, l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme. Il a mentionné les différents domaines d'appui à la société civile en Jordanie en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes, ainsi que les possibilités de partenariat entre organisations communautaires au niveau des gouvernorats. La priorité absolue du Consensus européen pour le développement est de soutenir la résilience par le biais d'une approche multidimensionnelle ; par conséquent, un Fonds d'affectation spéciale a été créé en Jordanie en réponse à la crise des réfugiés syriens. Dans le cadre de ce fonds, le gouvernement, les autorités locales et la société civile travaillent en partenariat pour fournir, à la fois aux communautés hôtes et aux réfugiés syriens, une aide humanitaire ainsi que des services municipaux et autres services dans les domaines de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement créant ainsi des moyens de subsistance.



Irène Mingasson a décrit la portée et l'action de la Politique européenne de voisinage tout en soulignant que les OSC et les AL ont un rôle important à jouer dans la résolution de ces problèmes. Elle a insisté sur la nécessité de sécuriser la région pour garantir le développement ainsi que sur la nécessité d'une approche du développement fondée sur les droits de l'homme, comme le préconise le « Plan d'action 2015-2019 pour les droits de l'homme et la démocratie ». Elle a également mis l'accent sur la nécessité d'approfondir les échanges et la coopération en multipliant les mécanismes de partage des informations et des exemples à suivre, afin de traduire les recommandations en actions. « Notre principal défi commun est socio-économique. Il s'agit de réunir les conditions propices à la création d'emplois et de débouchés pour les jeunes de la région. Aucun acteur ne peut le faire seul. L'UE devrait favoriser l'instauration d'un environnement favorable dans lequel les OSC – y compris les organisations de travailleurs indépendantes et les syndicats – peuvent agir librement et accéder aux ressources », a-t-elle déclaré.

Les participants ont formulé plusieurs observations et préoccupations, notamment sur : l'approche de l'UE concernant la cohérence des politiques en faveur du développement, qui demeure problématique ; la façon de soutenir un environnement porteur pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) aux niveaux local, national, régional et mondial ; et la nécessité

d'inclure davantage d'acteurs locaux dans le réexamen de la réponse collective face aux situations de crise et aux environnements fragiles et d'intensifier les efforts pour comprendre pourquoi les crises se traduisent par les tendances observées actuellement dans la région, comme les migrations de masse ou le terrorisme.

Aperçu du FPD et de son rôle dans la région : Les membres du Groupe de travail du FPD et Irène Mingasson ont animé cette session. Les intervenants ont présenté le FPD, expliquant qu'il s'agit d'une plateforme multipartites regroupant différents réseaux d'organisations de la société civile (OSC) et d'autorités locales (AL) du monde entier dont l'objectif est de faciliter le dialogue, de promouvoir le débat politique et d'offrir un espace pour échanger sur les enjeux du développement en général et sur la politique de développement de l'UE en particulier. Différents aspects du FPD ont été présentés aux participants, notamment les événements majeurs de 2016 et 2017, les travaux en cours, tels que les recherches menées par le FPD et l'enquête sur les partenariats multipartites¹, ainsi que les idées pour l'avenir du forum.

Progrès accomplis dans la région concernant l'Agenda 2030 : Au cours de cette session animée par Ziad Abdul Samad, directeur exécutif du Réseau arabe des ONG pour le développement (Liban), les participants ont échangé leurs points de vue sur les progrès régionaux et nationaux accomplis en ce qui concerne l'adoption de l'Agenda 2030. Parmi les orateurs figuraient Karima El Korri, chef de l'unité Agenda 2030 au sein de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) ; Ahmad Awad, du Centre Phenix ; et Adli Yaish, maire de Naplouse. Ils ont indiqué que l'Agenda 2030 est une nouvelle approche pour la politique de développement et qu'elle implique que les institutions, les OSC, les AL et le secteur privé travaillent ensemble pour faire en sorte que les ODD deviennent une réalité.

Karima El Korri a expliqué que la CESAO a créé un Forum arabe pour le développement afin d'aider les pays arabes à suivre leur évolution concernant la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en termes d'alignement et d'intégration des politiques, de mesure des progrès, de participation des parties prenantes et de moyens de mise en œuvre. Elle a mentionné que des tendances encourageantes ont été observées, notamment le fait que certains pays aient aligné leur plan de



développement sur l'Agenda 2030 et aient renforcé leurs capacités institutionnelles pour pouvoir le coordonner et le mettre en œuvre. Elle a présenté brièvement les principaux enjeux : efficacité des institutions ; gouvernance ; paix et sécurité ; inégalité entre les sexes et autonomisation des femmes ; migration ; manque de ressources financières pour pouvoir atteindre les 169 objectifs ; besoin de données de référence et d'informations fiables ; et mise en place de systèmes statistiques fiables. Elle a insisté sur le fait qu'il est nécessaire de travailler sur tous les fronts, sans attendre d'avoir à disposition des systèmes parfaits et toutes les données nécessaires, étant donné qu'il ne reste que 13 ans pour atteindre les objectifs fixés dans l'agenda.

Ahmad Awad a évoqué le cas de la Jordanie, soulignant la forte implication des OSC dans l'élaboration du Rapport national volontaire (RNV), présenté lors du Forum politique de haut niveau tenu à New York. Estimant que les ODD sont un outil permettant d'améliorer les droits de l'homme, il a expliqué comment cette vision a été utilisée dans les discussions en Jordanie pour renforcer la coordination entre les OSC. Les OSC jordaniennes ont produit un rapport parallèle sur le RNV et le gouvernement les a invitées à dialoguer. Le cas de la Jordanie met en exergue les différents niveaux de mise en œuvre et les espaces de dialogue instaurés. Ce dialogue permanent a abouti à la réforme du Conseil des ODD et a favorisé une plus large participation de la société civile à ce

¹ Les résultats des participants à la réunion du FPD concernant le Moyen-Orient et le voisinage Sud sont disponibles à l'adresse <https://europa.eu/capacity4dev/policy-forum-development>

conseil ainsi qu'à la délégation jordanienne officielle lors de la réunion des Nations Unies. « Le principal obstacle auquel est confronté le processus de développement dans la région est l'incapacité à mesurer les progrès accomplis, outre l'absence d'une politique unifiée avec les OSC pour atteindre les ODD ».

Adli Yaish a présenté le point de vue du niveau local et a mentionné les défis spécifiques de la ville de Naplouse, en Palestine, concernant la réalisation des ODD. Il a expliqué que les efforts consentis, en dépit de ressources extrêmement limitées, visent à améliorer des domaines essentiels comme l'éducation ou les infrastructures physiques et que la ville travaille souvent en collaboration avec les OSC. Il a montré que des solutions créatives sont utilisées pour relever les défis, comme le partage des efforts pour le développement d'une nouvelle station d'épuration ou encore l'utilisation d'internet pour pallier les problèmes de déplacements.

L'un des sujets récurrents dans les échanges a été la nécessité d'accepter le fait que la réussite de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable implique de nouer des partenariats plus solides, au-delà des gouvernements. Après la session plénière, les participants ont formé des groupes de travail afin de partager leur point de vue sur les facteurs clés favorisant ou entravant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et d'élaborer des propositions concrètes pour promouvoir le rôle des OSC et des AL dans la mise en œuvre de ce programme. Les groupes de travail ont eu des échanges fructueux. Par exemple, bien qu'il ait été admis que l'Agenda 2030 offre un cadre approprié pour créer des ponts entre les différents secteurs et acteurs, il subsiste un manque d'information au sujet des ODD parmi les OSC et les AL et, surtout, un manque de volonté de la part des gouvernements nationaux d'impliquer les OSC et les AL dans les discussions sur le développement. D'autres problèmes subsistent, tels que l'absence d'environnement porteur, d'une

voix unifiée parmi les OSC pour défendre des objectifs communs ou de financement suffisant. Les débats ont permis de dégager des propositions communes, notamment en ce qui concerne la nécessité de renforcer les capacités des OSC et des AL en matière de mobilisation de ressources et de mise en œuvre de l'Agenda 2030, l'importance de l'instauration d'un climat de confiance entre les gouvernements nationaux et les OSC, la nécessité de mettre davantage d'instruments à la disposition des OSC pour faire leur travail de sensibilisation et l'attention particulière qu'il convient d'accorder au rôle des femmes et des jeunes dans le monde arabe. À l'issue des débats, les participants



ont reconnu que le rôle de l'UE est particulièrement important pour promouvoir le dialogue politique avec les gouvernements nationaux et encourager le renforcement de la coopération entre les différents acteurs du développement.

Défis spécifiques à l'échelle régionale : La session s'est déroulée sous forme de tables rondes afin d'approfondir les discussions sur cinq défis majeurs spécifiques à la région : environnement porteur pour les AL et les OSC ; crises et situations post-crisis, États fragiles et migration ; inégalités et exclusion sociale, y compris inégalités entre les sexes, chômage des jeunes et sous-emploi ; démocratie et droits de l'homme ; défis environnementaux : pénurie de ressources naturelles et déchets ; politiques insensibles à l'environnement. Les groupes ont échangé sur des exemples positifs à mettre en avant pour encourager la poursuite des efforts ; des moyens permettant d'améliorer le dialogue, l'action collective et les partenariats ; des moyens à mettre en œuvre pour que les politiques de l'UE puissent mieux appuyer le travail des OSC et des AL ; et enfin de la façon dont le FPD pourrait également soutenir leur action. Chaque groupe a donné divers exemples de collaboration entre les OSC, les gouvernements, les organisations internationales et les AL, tels que les camps de réfugiés en Turquie, où le gouvernement fournit des services d'éducation et de formation professionnelle aux réfugiés et renforce les capacités des OSC, ou encore les différentes

initiatives pour promouvoir l'égalité des sexes ainsi que l'inclusion économique et sociale en Jordanie, au Liban, en Palestine, en Égypte et au Maroc. En outre, les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer l'action collective, d'organiser des campagnes thématiques à l'échelle locale pour établir un rapport de confiance avec le gouvernement, d'encourager le dialogue transrégional sur des questions communes comme la migration, de poursuivre et d'intensifier les efforts soutenus par l'UE pour développer les capacités des OSC dans les pays du sud de la Méditerranée, et de créer des plates-formes impliquant AL, OSC, migrants et donateurs pour coordonner et suivre toutes les questions liées aux réfugiés. Les participants ont également formulé des idées intéressantes sur les moyens que l'UE pourrait mettre en œuvre pour mieux soutenir les OSC et les AL dans la région. Pour garantir l'inclusion de toutes les personnes, y compris celles vivant avec un handicap, l'UE peut commencer par respecter les réglementations adoptées au niveau international en veillant à ce que ses bénéficiaires fassent de même. Les participants ont également proposé de soutenir les AL pour qu'elles puissent renforcer les capacités de leur personnel ; d'élaborer, pour les pays arabes, une feuille de route reflétant les disparités et les mesures positives liées aux droits de l'homme ; de consolider la coopération et la confiance entre l'UE et les OSC ; de revoir les programmes et les interventions de l'UE ciblant les inégalités sociales en s'appuyant sur les objectifs et les indicateurs de l'Agenda 2030 ; et de promouvoir davantage d'activités pour appréhender différemment les politiques, les réglementations et les programmes en faveur de la protection de l'environnement. Enfin, les participants ont souligné le rôle du FPD en tant qu'espace de dialogue plus régulier entre les OSC, les AL, les partenaires et les gouvernements aux niveaux local et régional et insisté sur les avantages du partage des connaissances, notamment de pays ayant traversé des crises similaires en Amérique latine, en Asie et en Afrique.



Conclusions, recommandations et clôture : Ziad Abdul Samad et Salim Korkomaz, représentants régionaux du Groupe de travail du FPD, ont présenté leurs conclusions, ainsi que le document provisoire reprenant les principales conclusions et recommandations de la réunion. Un certain nombre de questions importantes ont été abordées, telles que la nécessité de lutter contre les inégalités au sein des pays et entre les pays ; l'importance du respect de la liberté, des droits de l'homme, de la transparence et de la redevabilité pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives ; la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ; et la poursuite d'un dialogue inclusif, indépendant, représentatif et axé sur les politiques avec les OSC. Loïc Lallemand Zeller a conclu la réunion en soulignant qu'il importe de poursuivre le travail essentiel réalisé par les OSC et les AL dans la région en appuyant leur rôle, afin de sensibiliser les populations à l'Agenda 2030 et d'instaurer un climat de confiance entre les communautés. Il a confirmé avoir pris acte des discussions et des recommandations formulées avant de mettre un terme à la réunion en exprimant sa gratitude pour toutes les suggestions présentées.